

**Arrêté préfectoral complémentaire du 28 JUIN 2022
portant modification des conditions d'exploitation
de la carrière de granite située lieu-dit *Bois de l'Ebès*
sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme**

Le préfet du Tarn,

- Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- Vu le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur Francois-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu le décret du président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2010 autorisant le renouvellement de l'exploitation de granite au lieu-dit *Bois de L'Ebès* sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 14 février 2022 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu le dossier de porter à connaissance concernant la modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière susvisée, déposé le 14 février 2022 en préfecture du Tarn ;
- Vu le courrier adressé le 28 avril 2022 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;
- Vu le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 25 avril 2022 ;

Considérant que le principe de remise en état est inchangé ;

Considérant que l'extraction s'exerce sur le périmètre exploitable de l'autorisation ;

Considérant que la cote minimale d'extraction de 518 m NGF et l'épaisseur de l'extraction de 42 m demeurent inchangées ;

Considérant que lors de l'extraction, la découpe du granite au fil diamanté est une pratique courante et maîtrisée par la société PLO, et que l'offre technique en la matière est très diversifiée ;

Considérant que les garanties financières sont ajustées au nouveau phasage de l'exploitation ;

Considérant que les nouveaux aménagements ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
 Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Tarn.

Arrête

Article 1 :

Les dispositions de l'**article 2** de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2010 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 2 : Activités

L'autorisation est accordée :

1. pour les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique nomenclature ICPE	Description	Élément caractéristique	Régime
2510 - 1	Carrières (exploitation de), 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.	Matériaux : granite Superficie : 3 ha 93 a 52 ca Production annuelle moyenne : 11 500 tonnes Production annuelle maximale : 14 000 tonnes	Autorisation
2517-1	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ² .	Superficie de l'aire de transit : 5 000 m²	Déclaration

2. pour l'activité suivante au titre de la loi sur l'eau (nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement :

Rubrique nomenclature loi sur l'eau	Description	Élément caractéristique	Régime
2.1.5.0 - 2°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol.	La surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	D

Article 2 :

Les dispositions de l'**article 3** de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2010 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 3 : Production

La production annuelle moyenne est de 11 500 tonnes et la production annuelle maximale est de 14 000 tonnes

Article 3 :

Les dispositions de l'**article CE 2** de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2010 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

CE 2 : Exploitation

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Un expert géotechnicien se rendra sur site à chaque passe de 7,5 m de hauteur afin d'évaluer la présence ou non d'instabilités dans le massif en cours d'extraction. La hauteur des fronts est modulée en fonction des résultats de cette expertise sans pouvoir dépasser 15 m.

Les banquettes ont une largeur minimale de 5 m.

Article 4 :

Les dispositions de l'**article CE 7** de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2010 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

CE 7 : Phasage de l'exploitation

*L'extraction est réalisée selon les plans de phasage figurant aux **annexes 1 à 3**.*

Le nombre de fronts et le nombre de banquettes sont modulés en fonction des résultats de l'expertise visée à l'article CE 2.

Article 5 :

Les dispositions de l'**article CE 8** de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2010 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

CE 8 : Remise en état

La remise en état est effectuée conformément aux engagements pris dans le dossier de porter à connaissance déposé le 14 février 2022, à savoir principalement :

- le réaménagement est coordonné à l'exploitation ;*
- la fosse d'extraction est comblée partiellement avec les stériles de granite avec une pente maximale de 1H/1V contre les fronts et régalage des terres de découverte (épaisseur minimale de 0,5 m) puis plantations de hêtres et de chênes pédonculé ;*
- plantations arborées sur les remblais de la zone Ouest ;*
- aménagement de dépressions avec enrochements périphériques pour créer des habitats propices aux amphibiens ;*
- maintien de la piste principale et d'autres pistes annexes nécessaires à la gestion ultérieure du site.*

*La remise en état est conforme au plan de l'état final en **annexe 4** et aux coupes associées en **annexe 5**.*

Article 6 : Garanties financières

Les dispositions des articles **GF 1 à GF 4** de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2010 susvisé sont remplacées par les dispositions **GF 1 à GF 5** suivantes :

GF 1 : Montant des garanties financières

Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer la remise en état correspondant à ladite période.

Le montant des garanties financières mentionné ci-après est indexé sur l'indice TP 01 – base 2010 du mois de décembre 2021 : **118,2**.

Ce montant est de :

Période	Montant
Phase 3 : jusqu'au 23/06/2025	89 122 €
Phase 4 : du 24/06/2025 au 23/06/2030	104 275 €
Phase 5 : du 24/06/2030 au 23/06/2035	93 559 €

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspection des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

GF 2 : Renouvellement et actualisation des garanties financières

Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure au document transmis en début d'exploitation ou de la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et au moins **6 mois** avant cette date, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document, conforme à l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 susvisé, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.

L'actualisation du montant des garanties financières interviendra chaque fois que l'un des deux termes suivants sera atteint :

- début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article **GF 1** ci-dessus ;
- augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à 5 ans.

L'actualisation des garanties financières est réalisée systématiquement par l'exploitant sans demande de l'administration. Elle est conforme à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié.

Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée ou est prise en compte de façon insuffisante, ce document ne remplit pas les conditions visées au premier alinéa du présent paragraphe. Dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives et pénales prévues à l'article **GF 4** ci-dessous.

Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état nécessite une révision du montant de référence des garanties financières. Elle est portée sans délai à la connaissance du préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

GF 3 : Appel des garanties financières

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

GF 4 : Sanctions administratives et pénales

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L. 514-11 du code de l'environnement.

GF 5 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation après que les travaux de remise en état tels que définis dans le présent arrêté et couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

La constatation de la conformité de la remise en état de la carrière est faite par un procès-verbal de récolement rédigé par l'inspection des installations classées et après avis du ou des maires des communes d'implantation de la carrière.

Le préfet lève l'obligation des garanties financières par un arrêté complémentaire, sur proposition de l'inspection des installations classées.

Article 7 :

Les dispositions des articles **DF 1 à DF 6** de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2010 susvisé sont abrogées.

Article 8 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° du l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2°.

« Article R. 181-51 du code de l'environnement :

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ».

Article 9 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Salvy-de-la-Balme en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de Saint-Salvy-de-la-Balme dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée de quatre mois.

Article 10 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de Sains-Salvy de la Balme sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la SAS CARRIERES PLO.

Fait à Albi, le **28 JUIN 2022**

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres



François PROISY



